

# PROJET DE REGIONALISATION ELARGIE AU MAROC : UNE BASE INCONTURNABLE : L'ENVIRONNEMENT

0

## PARTI DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE (PEDD)

Ce document est conçu comme un plaidoyer. Son objectif est de montrer pourquoi il faut, aujourd'hui mettre l'Environnement, la conservation des forêts et la biodiversité au cœur de la stratégie nationale de régionalisation, pour contenir et résoudre la crise montante de l'écosystème marocain et international.

### **Constat de départ**

Aujourd'hui, la spirale de déforestation et de dégradation des forêts se poursuit à grande allure. Se poursuit aussi la progression de la désertification et la dégradation des terres et des eaux. Ceci conduit inéluctablement à un développement non durable du pays.

L'expérience des cadres du PEDD montre que l'on dispose d'options nombreuses pour relever des défis qui sont désormais bien identifiés.

Pour être efficace à long terme, une régionalisation doit nécessairement s'appuyer sur une gestion responsable et durable des territoires et de leurs ressources en forêts, terres et eaux.

### **Gouvernance territoriale locale**

La promotion de nouvelles formes de gouvernance locale interagissant avec la gestion durable des territoires, constitue, sans nul doute, la bonne réponse politique aux défis confrontés.

A cet effet, l'identification de bonnes pratiques, de méthodologies adaptées, et de responsables compétents dans les différents domaines, constitue la base d'une stratégie de bonne gouvernance territoriale locale. Celle-ci est donc une sorte d'interface entre l'utilisation des ressources du territoire et les modalités politiques qui organisent la vie des hommes dans ces territoires. La gestion des forêts, des terres, des eaux et de la biodiversité est ainsi indispensable à la gouvernance.

La gravité de la déforestation et la dégradation des forêts, la dégradation des terres, des eaux et de l'environnement, appelle une gestion rationnelle de l'espace rural, en priorité, à l'échelle des terroirs des communautés d'usagers. Elle appelle donc des approches novatrices de gestion des ressources en terre et de gouvernance territoriale qui prennent en compte cette incontournable nécessité.

### **Dimension économique**

Dans ce domaine, il importe de réconcilier les politiques pour une gestion durable de l'environnement, et les stratégies individuelles de survie. D'un côté, il faudrait restreindre la surexploitation de la ressource naturelle, accepter des disciplines contraignantes et réaliser d'importants investissements en travail dans l'environnement ; de l'autre, on constate que de trop nombreuses populations ne survivent qu'en dégradant la ressource, par l'extensification et la déforestation, et en exportant la force de travail hors de l'agriculture.

Les stratégies de survie étant incompressibles, les ménages ne peuvent y renoncer que s'ils trouvent une compensation au manque à gagner pendant la période de transition. La lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts, et la désertification a ainsi un coût, celui-ci

étant, grosso modo, équivalent, d'une part au revenu auquel les populations devraient renoncer pour mieux gérer l'environnement, et, d'autre part, aux revenus qu'aurait obtenu, hors de l'agriculture, la force de travail affectée à la restauration de l'environnement.

### **Dimension politique**

Un processus de restauration des écosystèmes dégradés et de renforcement de leurs capacités productives (de biens marchands et de services environnementaux) ne peut réussir que s'il est soutenu par une très forte volonté politique. Celle-ci est en effet essentielle pour créer cet « environnement porteur » dont le PEDD fait une condition *sine qua non* d'un combat réussi contre la déforestation et la désertification. Il est ainsi indispensable de promouvoir des mesures pour améliorer l'accès aux ressources naturelles, en termes de législations appropriées, de réduction des inégalités.

De même, faut-il affronter les problèmes posés par l'accès à la décision, la responsabilisation et la participation des acteurs, le partenariat ou encore ceux posés par les systèmes de financement et d'incitations. La nécessaire intégration du combat pour l'environnement et pour la lutte contre la déforestation à un processus, plus large, de combat pour le développement, rend encore plus évidente la place de cette dimension politique.

L'un des aspects critiques de cette dimension politique est, sans doute, celui de la capacité des acteurs à bien gouverner. Le thème de la « bonne gouvernance » apparaît, à cet égard, comme un thème d'une extrême complexité : Il implique une représentation équilibrée des diverses strates sociales dans les organes de gouvernance locale, une formation des hommes à la gestion de la « chose publique », une dévolution effective du pouvoir de décision et de taxation, une information très large des citoyens sur les actions des organes de gouvernance, un contrôle de l'action des gouvernants par les gouvernés, et une organisation efficace de la « filière du savoir » avec, notamment, des structures de proximité compétentes. Ces implications constituent le défi des approches de la gouvernance locale.

Il va de soi que la dimension politique de la restauration des forêts, de l'environnement, des terres dégradées, et de la restauration lutte contre la désertification ne peut être dissociée des autres politiques globales qui interviennent dans le processus du développement mondial.

Les politiques de lutte contre la pauvreté, celles visant une meilleure régulation du commerce mondial et des prix agricoles et du bois, celles qui influencent un changement des comportements de consommation, celles qui développent l'accès à la connaissance, celles qui amélioreront la santé des populations, celles qui garantiront la parité entre les hommes et femmes, font, toutes, partie d'un même combat global.